

Samedi, Alternatiba – festival qui tente de tracer des pistes alternatives pour répondre à la crise climatique – accueille un débat avec au programme la question du revenu

# Le climat et la question salariale

PHILIPPE BACH

**Genève** ► Quelle économie voulons-nous? Ce samedi, dans le cadre du festival Alternatiba, qui occupe depuis lundi le parc des Bastions, Uni-Dufour accueille samedi un débat visant à tracer des pistes pour une nouvelle économie à même de répondre au défi posé par la crise climatique. Avec trois intervenants: Sophie Swaton, maître d'enseignement à l'université de Lausanne, qui prône la mise en place d'un revenu de transition écologique. Celui-ci ne découplerait pas les activités et le revenu mais viserait à financer de la sorte des activités socialement et écologiquement utiles. Bernard Friot, professeur professeur émérite à l'université Paris Nanterre, défend pour sa part le principe du salaire à vie en opposition du revenu de base. Enfin, René Longet, ancien maire d'Onex et ancien conseiller national, portera la voix de la Chambre de l'économie sociale et solidaire. Interview de Bernard Friot pour annoncer cette soirée d'échanges.



Alternatiba en 2017. Cette année, le festival des alternatives se tient samedi au parc des Bastions. CÉDRIC VINCENSINI

**Vous estimez qu'il est possible de construire une sortie du capitalisme à partir de la sécurité sociale. Pouvez-vous nous dire comment un tel processus se construirait?**

**Bernard Friot:** En France comme ailleurs, la sécurité sociale a une origine patronale. Si donc elle n'a pas été subvertie par un mouvement ouvrier anticapitaliste, elle n'offre en elle-même aucune prise pour une sortie du capitalisme. C'est par exemple en s'appuyant sur des régimes de sécurité sociale que Emmanuel Macron, à la suite de tant d'autres, entend réaffirmer la pratique capitaliste du travail.

En revanche, la subversion révolutionnaire de la sécurité sociale s'est opérée en France en 1946 à l'initiative des communistes autour de la construction d'un régime général qui, à la place des 1300 caisses patronales, assurancielles ou paritaires existant à l'époque, a permis à des travailleurs élus de gérer un régime unique (dont le poids a très vite atteint celui du budget de l'Etat) qui a été à l'origine d'une mutation dans la pratique du travail: attribution d'un salaire à vie aux retraités, création d'un appareil de production de soins échappant à la logique du capital avec un investissement financé par subvention et salaire à vie des soignants.

**En quoi la Sécu est-elle déjà un embryon d'une société qui romprait avec le capitalisme?**

Pas «la Sécu», donc, mais le régime général (et un régime dont il s'est inspiré, celui des fonctionnaires, qui a également inspiré les créateurs, en 1946, du régime des électriciens et gaziers). Rompre avec le capitalisme, c'est opérer la même mutation que celle qu'a opérée la bourgeoisie avec le féodalisme. C'est un processus séculaire par lequel une classe révolutionnaire bouleverse la donne en

matière de travail en changeant le régime de propriété de l'outil et le statut du producteur.

C'est ce que fait le régime général de sécurité sociale en matière de production de soins, qui représente 10% du PIB, ce qui n'est pas rien. Dans les années 1960, il opère une mutation de l'hôpital en finançant de très lourds investissements (un hôpital, c'est une usine!) par subvention de la caisse d'assurance-maladie.

La cotisation se substitue à la centralisation du profit dans des portefeuilles de titres qui vont nourrir le crédit capitaliste. Au lieu de forger leurs chaînes en travaillant pour rembourser une dette d'investissement au capital, les soignants ont travaillé pour soigner.

**Prônez-vous un dépassement ou une rupture avec l'économie capitaliste?**

Ce que j'observe, c'est qu'il y a rupture, ce dont témoigne d'ailleurs la farouche détermination de la classe dirigeante à rétablir la propriété lucrative et le marché du travail à travers ce qu'elle appelle «la nécessaire réforme» du régime général, de l'hôpital, des pensions de retraite, etc! Et j'observe aussi que cette rupture ne suppose pas comme préalable la prise du pouvoir d'Etat par un prolétariat qui imposerait ensuite une dictature pour changer le régime de propriété et le statut du producteur. Ce modèle a échoué.

Marx et Engels définissent le communisme comme le «mouvement réel» de sortie du capitalisme. Le capitalisme n'est pas un «système» clos dont on sortirait en passant du zéro à l'infini, pas plus qu'il n'est un long fleuve tranquille qu'on «dépasserait» par des réformes progressives.

**Cela peut-il se faire de manière démocratique ou, à un certain**

**stade, une telle rupture aboutit-elle forcément à une forme d'affrontement entre dominants et dominés?**

Mais l'affrontement entre dominants et dominés peut se faire selon des modalités démocratiques! Là encore, c'est ce que j'observe comme chercheur: le mouvement ouvrier a su vivifier les institutions démocratiques pour mettre en place les débuts d'une alternative au capitalisme dans le régime général de sécurité sociale. Certes les dominants disposent du pouvoir d'Etat et l'armée, la police ou la justice peuvent être d'une violence considérable. C'est bien pourquoi l'enjeu de la rupture avec le capitalisme est la construction d'une pratique alternative du travail qui soit majoritaire chez les travailleurs, et pas seulement dans leur tête: dans leur pratique quotidienne, ce qui suppose du temps! Il n'y a pas de grand soir pour sortir du capitalisme.

**Vous défendez un salaire à vie. En quoi cela se distingue d'un revenu de base?**

Ce sont deux réalités antagoniques, et je m'en explique dans *Vaincre Macron*, un ouvrage paru l'an dernier aux Editions La Dispute. Si l'on revient sur l'enjeu de la réforme des pensions de retraite, qui est: les retraités travaillent-ils, ou ne travaillent-ils pas? Sont-ils ou non producteurs de valeur? La question se pose de la même façon pour les fonctionnaires, pour les femmes dans leur seconde journée consacrée au travail domestique, pour les étudiants, pour les chômeurs, pour toutes celles et ceux qui produisent des biens et services non validés sur le marché ou dans un emploi. La réponse capitaliste est «non»: ils ne mettent pas en valeur de capital, leur activité est utile mais non productive, ils dépendent.

Ce que font les fonctionnaires ou les retraités, c'est de la «dépense publique», alors que ce que font ceux qui produisent des médicaments dangereux pour Sanofi ou des produits alimentaires qui épuisent les sols pour Nestlé, c'est évidemment de la production! Et si l'activité d'un agriculteur indépendant ne trouve pas preneur sur le marché des légumes, tant pis pour lui.

**Avez-vous suivi le débat suisse sur l'initiative populaire demandant un revenu de base? Si oui, quels enseignements tirez-vous de cette séquence politique, quelles seraient les erreurs à éviter à l'avenir?**

Erreurs de qui? Les promoteurs du revenu de base n'ont commis aucune erreur. Chacun sait que les votations mises en échec une première fois reviennent sur le tapis sous une forme légèrement modifiée une seconde, une troisième fois, jusqu'à ce qu'une opportunité les conduise à la victoire. Surtout quand on peut disposer de l'artillerie lourde des grandes entreprises et des médias dominants.

J'ai participé à plusieurs débats, dont l'un organisé par mes camarades de Réseau salariat, lors de la construction de l'initiative populaire puis lors du vote. Je me suis réjoui de l'échec d'une initiative qui était une peau de banane contre l'initiative syndicale d'un salaire minimum à 4000 francs. L'erreur à éviter, c'est du côté des syndicats ou des mouvements politiques à juste titre hostiles au revenu de base: il ne suffit pas d'être contre, il s'agit de promouvoir le salaire à la personne. Car l'aspiration à faire de la personne le support de la ressource est une aspiration irréversible. Mais la ressource qu'il s'agit d'affecter à la personne, c'est le salaire à la qualification, dans un salaire à vie,



**«Il n'y a pas de grand soir pour sortir du capitalisme»**

Bernard Friot

et non pas un forfait qui laisse toute leur place au marché du travail et à la propriété lucrative de l'outil de travail.

**Quelles seraient à vos yeux les réponses en termes de rapports de production à apporter à ce défi pour éviter un point de non-retour? Faut-il revenir à la notion d'économie planifiée? Vous évoquez aussi la nécessité de lutter contre les mécanismes d'aliénation.**

Il s'agit d'offrir à ces dissidents.e.s de quoi l'emporter sur une logique capitaliste qui aujourd'hui les cantonne dans l'alternative entre marginalité et récupération. Et de soutenir tous les combats des militant.e.s syndicalistes qui dans les entreprises capitalistes entendent, elles et eux aussi, travailler autrement.

Nous allons reprendre la main sur nos vies. Pour cela il faut sortir le travail du carcan que lui impose la forme capitaliste de la productivité, cette élimination du travail vivant que j'ai déjà évoquée. L'élimination du travail vivant génère une prédation sur la nature inouïe. Supprimer les paysans pour faire de l'agrobusiness est folie tant anthropologique qu'écologique, et cette remarque vaut pour tous les secteurs de la production, sans exception. Pour moi, le mot décisif n'est pas, comme vous l'évoquez, la planification, c'est la responsabilité. C'est tout l'objet du troisième chapitre de *Vaincre Macron*. Je m'en expliquerai à Alternatiba samedi. I

Soirée de clôture d'Alternatiba (Uni-Dufour, salle U600. «Quelle économie veut-on?» Intervenants: Bernard Friot (professeur émérite à l'université Paris Nanterre), Sophie Swaton (philosophe, économiste et maître d'enseignement et de recherche en durabilité opérationnelle à l'Institut de géographie et durabilité de l'université de Lausanne) et René Longet (vice-président des Service industriel genevois, expert en durabilité et membre du comité genevois de la Chambre de l'économie sociale et solidaire). [www.alternatibaleman.org](http://www.alternatibaleman.org)

Une version nettement plus étendue de cet entretien est disponible sur le site internet du Courrier.

PARTENARIAT

Comédie de Genève. [comedie.ch](http://comedie.ch)

**Brunch – conférence**  
**«Dire le désir»**  
22 septembre à 11h  
Tarif unique : CHF 20.-  
avec la romancière et essayiste  
**Belinda Cannone**

Réservations et inscriptions  
par email à : [billetterie@comedie.ch](mailto:billetterie@comedie.ch)